

Conseil d'administration du 26 janvier 2018  
Modification de l'article 12 des statuts de l'Université  
Comité électoral consultatif

Référence : Décret N° 2017-610 du 24 avril 2017 modifiant les dispositions du code de l'éducation relatives aux médiateurs et aux conditions d'exercice du droit de suffrage, à la composition des collèges électoraux et aux modalités d'assimilation et d'équivalence de niveau pour la représentation des personnels et des étudiants aux conseils des EPSCP

**Préambule :**

Le comité électoral consultatif (CEC), instance chargée d'assister le/la Président.e au cours du processus électoral, est actuellement inscrit à l'article 12 des statuts de l'Université. Le décret N° 2017-610 en date du 24 avril 2017 est venu préciser les attributions et la composition du comité électoral consultatif, pour les scrutins dont la décision d'organisation est postérieure au 1<sup>er</sup> juillet 2017.

Il en résulte la nécessité de modifier les statuts de l'Université sur ce point, avant tout déclenchement des opérations électorales de l'année 2018 (renouvellement des représentant.es des usager.es aux conseils centraux et des personnels au sein des conseils de composantes).

**1) Modification de la composition du CEC**

Le CEC doit comme auparavant être composé notamment de représentant.es du personnel et des usager.es. Toutefois, en application de l'article D719-3 du code de l'éducation, ces représentant.es doivent désormais être désigné.es **par et parmi** chaque liste représentée au Conseil d'administration de l'Université. Dans le silence des textes auparavant, les statuts prévoyaient une désignation de ces représentant.es **par le/la Président.e de l'Université**, parmi les élu.es du CA.

Le décret prévoit également désormais que siègent au sein de ce comité « *un représentant désigné par le Recteur d'Académie* » ainsi que « *les délégués des listes de candidats lorsqu'ils sont connus* ».

Comme l'y autorise l'article D719-3 précité, la présence du/de la DGS et du/ de la responsable du service en charge des élections universitaires est maintenue, en vue d'associer étroitement les services administratifs et de recueillir leur expertise.

**2) Modification des attributions du CEC**

Alors que la précédente rédaction du code de l'éducation se bornait à indiquer que le/la Président.e est assisté.e d'un CEC « pour l'ensemble des opérations d'organisation », les missions de l'instance ont été précisées dans les termes suivants : « *les décisions du Président ou du directeur de l'établissement relatives au déroulement du processus électoral sont soumises pour avis au comité consultatif* » (article D719-3 du code de l'éducation). Cette instance est consultée sur le nombre de bureaux de vote et leurs horaires d'ouverture (article D719-28 du code de l'éducation) ainsi que lorsque le/la Président.e constate l'inéligibilité d'un.e candidat.e (article D719-24 du code de l'éducation).

Si le CEC doit être obligatoirement consulté, il s'agit d'un avis simple qui ne lie pas le/la Président.e de l'Université.

L'annexe 1, ci-jointe, reprend les modifications apportées à l'article 12 des statuts.

